

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Picrochole

Ah bon ! C'est Hamon ? La victoire aux primaires de ce vieil apparatchik est le résultat provisoire de luttes qui se déroulent au sein de l'aile gauche de l'oligarchie, dans un parti naguère socialiste qui est lui-même dirigé par un groupe droitiste.

Après la défection de François Hollande, ce groupe a vu s'affronter deux héritiers de Michel Rocard. Pour s'emparer de l'appareil du parti et présider à la recomposition de la gauche, Manuel Valls et Benoît Hamon ont sur-joué leurs divergences à coup de slogans et de thématiques bâclées. Les médias ont mis en scène cette guerre picrocholine qui s'est déroulée sans que soit jamais remis en question le système d'évidences qui étouffe la France et plusieurs autres nations : évidence de l'Union européenne, évidence de l'euro, évidence de l'Otan. Fausses évidences et véritables carcans !

Il importe peu de savoir comment Benoît Hamon va mener son parti à la défaite en avril prochain, selon une tendance historique qui voit s'effondrer partout en Europe une social-démocratie renégate. L'enjeu des prochaines années est la reconstitution à droite et à gauche de partis politiques nationaux, enfin capables d'affronter le nouveau siècle.

Année électorale

À quoi servons- nous ?

Société

Stagiaires
pas chers

p. 4

Exposition

*Présumées
coupables*

p. 5

Chevènement

Défi de
civilisation

p. 8

Le divan de Staline

Tout commence par l'idée qui a inspiré le roman original de Jean-Daniel Baltassat. (1) En novembre 1950, alors que la guerre froide se concentre sur la Corée, Iossif Vissarionovitch Djougachvili, qui n'a plus que trente mois à vivre, se retire quelques jours dans sa Géorgie natale, à Bordjomi.

Dans un étrange château néogothique où le sert une nuée de domestiques pastichant celle d'un domaine britannique d'époque victorienne et le protège une garnison kaguébiste, il a fait venir sa plus ancienne maîtresse, Lidia Semionova, et l'artiste Danilov, censé créer pour lui un monument d'apothéose...

Le traitement cinématographique que fait de ce séjour Fanny Ardant, en distribuant ces rôles entre Gérard Depardieu, Emmanuelle Seigner et Paul Hamy porte à l'incandescence le terrifiant vaudeville crépusculaire du tyran communiste : à force de tenter sans conviction d'accrocher une bribe de sa propre vérité, il noie finalement tout son monde dans le mensonge.

L'inattendu - qui n'est pas pour autant invraisemblable étant donné la culture du personnage - est que Joseph Staline recourt en cette dernière instance à Sigmund Freud, dont il a fait reconstituer le divan londonien dans son bureau. Et qu'il

attelle sa maîtresse au rôle d'interprète du « charlatan » pour avoir le fin mot des songes qui le hantent et le forcent à cracher notamment son ressentiment du mépris que lui témoignait Lénine, et la cause de la mort de sa femme dont il ne peut admettre le suicide... Cerné par des vérités impossibles à reconnaître, il persiste pourtant dans ce dernier combat - cette littérale agonie - à mettre en scène les séquences



de séduction, d'égarements, caprices et lubies, inéluctablement conclues par les arrêts de mort ou de déportation qu'il édicte, au fil d'une chorégraphie onirique où l'art conjugué de l'actrice-cinéaste et de l'acteur géant excellent.

La force de la parabole est telle qu'elle s'approfondit ensuite dans l'esprit du spectateur. Ces person-

nages hantés par leur confrontation au mensonge, qu'ils en soient victimes ou qu'eux-mêmes le manient comme arme d'asservissement, avouent ne survivre qu'au péril constant de « perdre leur âme ». Sans pouvoir s'en déprendre, ils font toucher du doigt l'essence « spirituelle » du totalitarisme dont les œuvres des « dissidents » russes leurs victimes ont si fortement témoigné en leur temps. De Mandelstam à Soljenitsyne en passant par Zinoviev. Mais aujourd'hui, l'image conserverait-elle sa pertinence ? Le ventre serait encore fécond d'où peut renaître la bête immonde ? N'est-ce pas Alexandre Zinoviev qui dénonçait le totalitarisme qu'engendre l'Occident en « mondialisation » ?

Dans la dernière séquence du film, l'artiste Danilov accepte pour survivre d'oublier ses parents morts au Goulag. Quant à Luna Picoli-Truffaut incarnant la silhouette gracile de la jeune femme de chambre Varvara avec sa jambe blessée pathétique et le petit crucifix d'or qui ne cesse de jaillir de son col blanc, elle abjure cette croix qui dénonce sa résistance et rejetant à l'eau le signe encombrant de son baptême elle court revêtir l'uniforme. Promue d'emblée capitaine, c'est elle qui arrête et conduit au camp Lidia Semionova, la maîtresse de Staline qui, à l'inverse, a pris la décision insensée... de ne plus mentir.

Luc de GOUSTINE

(1) **Le divan de Staline**, Seuil, 312 pages, prix public : 20 €.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Picrochole - P 2 : Cinéma : Le divan de Staline - P 3 : Expo : La voix des femmes-parias - P 3 : Oligarchie : Cadavres exquis - P 4 Société : Stagiaires pas chers - P 5 : Afrique du Nord : De Tanger à Saint-Louis - P 6-7 : N.A.R. - À quoi servons-nous ? P 8 : Chevènement : Un défi de civilisation - P 9 : Idées : Le nombre, clé du monde ? - P 10 : Histoire - L'école au Moyen Âge - P 11 : Brèves : Thaïlande, Népal, Ruanda - Famille de France - Royalistes de la Résistance - P 12 : Mirages absolutistes.

La voix des femmes-parias

À travers l'exposition *Présumées coupables* (1), les Archives nationales font revivre les femmes considérées comme des sorcières, traîtresses, empoisonneuses, pétroleuses ou infanticides. Des figures de suspects qui ont traversé les siècles pour devenir de véritables stéréotypes.

L'exposition actuellement proposée par les Archives nationales sur les crimes dits féminins n'a pas pour but de nier les méfaits commis tout au long des siècles par des femmes. Elle vise en revanche à dénoncer les constructions de certains archétypes qui en ont découlé. Les forfaits commis par des hommes ne sont pas structurellement rangés dans des carcans en tant qu'actes masculins. Or, une femme accusée au Moyen Âge est avant tout jugée sur son sexe par la communauté qui l'entoure et même condamnée à la vindicte avant que le jugement ne soit rendu. Perçue comme une créature malfaisante voire démoniaque, elle viendrait perturber les fondements d'une société.

Grâce à de foisonnantes archives, gravures, procès-verbaux, l'exposition nous éclaire sur les persécutions, tortures, jugements et mises à mort de ces femmes et nous montre bien de quelle façon les crimes dont certaines ont pu se rendre coupables ont servi à créer des images monstrueuses et des généralisations.

Chronologiquement, c'est la sorcière qui la première a fait l'objet d'une fantasmagorie au point d'alimenter abondamment les bûchers. La force de l'exposition réside ici dans les témoignages de l'époque (de greffiers ou de femmes même si les aveux étaient presque toujours dictés par la torture) où sont énumérés l'identité des accusées, leurs actes supposés et surtout les soi-disant procédés auxquels elles auraient eu recours pour ensorceler leurs victimes. Ainsi, une jeune femme nommée Marion aurait, en 1390, réduit en poudre des testicules de coq pour la fourrer dans l'oreiller de son amant et lui faire retrouver sa vigueur. On découvre également chaque étape de la condamnation d'une supposée sorcière, de l'arrestation à l'exécution en passant par les tortures et les tentatives morbides pour trouver une trace du Diable sur son corps. Les siècles suivants mettent en lumière les femmes infanticides mais aussi les empoisonneuses dont les meurtres sont considérés comme lâches et surnois. Ces actes deviennent dans l'imaginaire collectif les crimes féminins par excellence car ils s'opposent à une violence virile assumée au grand jour.

Au contraire, les pétroleuses, accusées d'avoir allumé des incendies durant la Commune, remettent en cause le monopole de la violence masculine et sont accusées de jeter de l'huile sur le feu même si aucune n'a été condamnée. Dernier « profil » de femmes vilipendées : celles qui ont eu des relations sexuelles avec des Allemands. Dans cette partie de l'exposition, l'émotion est encore plus palpable. Que cela soit dû à notre proximité dans le temps ou aux films de tonte, on ressort la gorge serrée. De quoi nourrir un peu plus notre réflexion sur la force des préjugés au détriment de la raison.

Indiana SULLIVAN

(1) Au musée des Archives nationales. Plein tarif : 6 € (réduit : 4 €).

Cadavres exquis

Après Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Hollande, François Fillon est à son tour menacé d'élimination. Les cadavres politiques flottent sur les eaux troubles mais, à droite, ceux qui prétendent les remplacer ne sont pas plus rassurants.

Les vilaines affaires qui font chanceler le sémillant vainqueur de la droite ? Attendons paisiblement que la justice se prononce. Attendons d'autant plus paisiblement que François Fillon s'est mis un pistolet sur la tempe pour embellir les fins de mois familiales et que les thématiques « gaul-listes » et ultra-libérales de sa campagne sont tout simplement cramées. *On n'imagine pas le général de Gaulle mis en examen*, avait-il lancé. *On n'imagine pas Yvonne de Gaulle assistante parlementaire*, lui répondent tous ceux qui n'ont pas apprécié la dénonciation de « l'assistanat » : *À 500 euros par mois, t'es assisté ! À 5 000 euros, t'es assistant !*

Peu importe que François Fillon soit fini ou non. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, ce qu'il faut dénoncer sans relâche, c'est la corruption qui affecte et infecte l'ensemble de l'oligarchie. Le RPR de Jacques Chirac et la machine électorale qui ose s'intituler Les Républicains, le Parti naguère socialiste et ses satellites ne peuvent pas fonctionner sans l'argent sale qui vient de France et de l'étranger. Il faut en finir avec cette corruption par des lois d'une extrême rigueur qui pourront par exemple s'inspirer de celles qui contraignent les élus à une honnêteté scrupuleuse en Europe du Nord. Je précise : dans ces **monarchies parlementaires** de l'Europe du Nord qu'on traite en haut lieu par le mépris.

N'oublions pas, non plus, que ceux qui veulent conquérir le public de droite contre François Fillon ou sans lui s'appellent Marine Le Pen et Emmanuel Macron. La régression sous égide allemande que nous promet François Fillon est inacceptable. Mais est-ce un progrès si nous assistons au deuxième tour de l'élection présidentielle à un match entre la candidate du Front national, cette « *rentière du malheur* » justement dénoncée par Gaël Brustier, et le candidat du capitalisme rentier qui reconduira l'austérité ? Je note que Marine Le Pen et Emmanuel Macron ne sont pas à l'abri des flingueurs de leur propre camp, quant à leurs sources effectives de financement.

N'oublions pas, enfin, de faire campagne contre les primaires. Pas seulement à cause des tripatouillages du premier tour organisé par le Parti socialiste dans le style du *Baron noir* mais parce que ces primaires sont à l'opposé d'une consultation démocratique : à droite comme à gauche, elles permettent de faire trancher les rivalités entre les divers patrons de l'oligarchie par une minorité de gens aisés et diplômés de l'enseignement supérieurs. (1) Non au vote de classe pour le bénéfice de la caste !

Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'article publié par Le Vent Se Lève : <http://lvsl.fr/primaires-democratie-elites>

Stagiaires pas chers

Depuis la crise de 2008, les entreprises recourent massivement aux stagiaires. Il faut faire cesser le scandale de stages qui nourrissent la précarité. Il faut aussi s'interroger sur les raisons de cette dérive de notre système éducatif.

Le 13 décembre 2014, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, lançait le dispositif « *Volontaires du tourisme* ». Près de deux cents étudiants affublés de gilets violets étaient recrutés, avec le statut de stagiaire, pour informer et orienter les touristes sur les principaux sites touristiques d'Île-de-France du 17 au 31 décembre 2016. L'opération avait pour but de relancer un tourisme en forte baisse depuis les attentats de la fin de l'année 2015 et doit se déployer de manière plus large en saison touristique à partir du printemps 2017. Les télévisions nous ont montré des jeunes gens heureux d'acquérir une expérience professionnelle moyennant une rémunération d'un montant de 250 euros. Mais les syndicats étudiants ont protesté. L'Unef rappelait que « *les stages sont un outil pédagogique et non un moyen d'avoir de la main d'œuvre exploitable* » en se dispensant de créer de vrais emplois. La Fédération des Associations Générales Étudiantes (FAGE) ajoutait que la fin d'année est une période charnière pour les étudiants, celle des révisions avant les partiels.

On ignore à ce jour si nos jeunes volontaires ont bien orienté les touristes ! Mais l'affaire illustre ce qu'il faut appeler le scandale des stages. Supposés favoriser l'insertion professionnelle, les stages occupent une place croissante dans la scolarité des étudiants. Formalisés par une convention entre l'entreprise, l'établissement d'enseignement et l'étudiant, ils sont encadrés par la loi. Leur durée ne doit pas dépasser six mois par année d'enseignement. Cette limite, qui comporte des dérogations, est bien faible alors qu'une année universitaire est généralement de

neuf mois. Ils « *doivent faire l'objet d'un suivi pédagogique approprié.* » Mais ce suivi exige de l'encadrement une bonne volonté et une disponibilité qu'ils n'ont pas toujours. En fait, « *substituer des stagiaires à des salariés est souvent le seul expédient (...) pour atteindre l'objectif économique en raison du manque de temps et des contraintes économiques* », notait un rédacteur du *Monde* dans l'édition du 25 novembre 2015.

En effet, force est de constater que certaines entreprises recrutent massivement des stagiaires très peu rémunérés pour occuper des emplois permanents. Il n'en existe pas de chiffres officiels, mais des enquêtes ont montré qu'entre 2007 et 2013, ce nombre a doublé pour dépasser le million. Le recours aux stagiaires est particulièrement important l'été. L'association Génération Précaire affirme que l'été la France tourne avec des stagiaires. Ils sont nombreux dans les grands magasins, le tourisme, et les centres de loisirs. On les trouve aussi massivement dans la presse ou la fonction publique territoriale. Faut-il croire ceux qui prétendent qu'ambassades et consulats français fonctionnent avec des stagiaires pendant les vacances d'été de leur personnel ? Les banques privilégient aussi les stagiaires. La BNP, par exemple, a augmenté en 2013 de 68 % le nombre de ses stagiaires en trois ans, tout en diminuant de 58 % l'offre des CDD et des « *auxiliaires de vacances.* »

Au-delà de deux mois de stage, l'entreprise doit verser au stagiaire une gratification mensuelle d'un montant minimum de 554,40 € pour un temps plein par mois. Il serait plus juste de qualifier cette gratification de maximale, car au-delà l'employeur s'expose à payer des cotisations sociales. Le stagiaire ne bénéficie pas des mêmes droits sociaux que ceux accordés aux salariés, mais néanmoins les employeurs sont soumis à une réglementation stricte de l'accueil des stagiaires en milieu professionnel. (1)

Mais il est plus difficile d'admettre la responsabilité des écoles et universités. Au lieu d'inciter leurs étudiants

à travailler en CDD ou en intérim, elles leur imposent des stages, avec dates fixes et sujets définis. Il est vrai qu'elles y trouvent un intérêt financier. Un étudiant en stage ne leur coûte rien alors qu'il continue de rapporter en dotations et frais de scolarité.

En 2012, le candidat Hollande s'était engagé à encadrer les stages « *pour empêcher les abus* ». Une loi, timide, a bien été votée en ce sens en juillet 2014. Mais, il a fallu attendre quinze mois pour qu'un décret plafonne le nombre de stagiaires en entreprises, signe du peu d'intérêt porté au sujet par les pouvoirs publics. Valérie Pécresse, pour sa part, a manifestement oublié sa proposition (2) de remplacer les stages par un vrai contrat mi-travail, mi-formation, payé 60 % du smic et ouvrant des droits sociaux. La question mérite pourtant d'être prise à bras-le-corps, dans un pays comptant un taux de chômage des jeunes avoisinant les 25 % et qui voit un nombre croissant de ses étudiants contraints de recourir au salariat (voire à la prostitution) pour cause de précarité, au risque de gâcher leurs études.

L'éducation nationale s'est longtemps vue reprocher d'ignorer le monde de l'entreprise. Elle manifeste désormais à son égard un empressement analysé par Lucie Tanguy, chercheur au CNRS. (3) Rappelant la vocation de l'école républicaine à « *transmettre les connaissances indispensables pour comprendre et agir sur le monde dans lequel vivent les jeunes générations, socialiser toutes les classes d'âge aux valeurs émancipatrices que lui conféraient les grands penseurs qui ont marqué son histoire* », elle explique comment elle a été colonisée par le monde économique, et montre la responsabilité des régions et de l'Union européenne sur ce point. On y revient décidément toujours.

Laurent LAGADEC

(1) <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F20559>

(2) Valérie Pécresse, **Voulez-vous vraiment sortir de la crise ?**, Albin Michel, sept. 2013, prix public : 19,50 €.

(3) Lucie Tanguy, **Enseigner l'esprit d'entreprise à l'école. Le tournant politique des années 1980-2000 en France**, Paris, La dispute, mars 2016, 192 pages, prix public : 15 €.

De Tanger à Saint-Louis

En réintégrant l'Union africaine, le Maroc abandonne une partie de son imaginaire impérial pour redevenir la porte de l'Afrique et peut-être ouvrir à un rapprochement avec l'Algérie.

Lors du sommet d'Addis-Abeba des 30-31 janvier 2017, le Maroc est devenu le 55^e membre de l'Union africaine (UA). Il avait quitté en 1984 l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) dont il avait été l'un des fondateurs en 1963. Si le roi Mohamed VI a délibérément mis fin à trente-trois ans d'absence, c'est bien qu'une raison très profonde l'y a déterminé. Son prédécesseur avait voulu protester contre l'admission au sein de l'organisation de la République arabe sahraoui démocratique (RASD). À la veille du départ des Espagnols de cette immense bande côtière et saharienne (Rio de Oro et Segouia el-Hamra) située dans le prolongement du royaume du Maroc, le roi Hassan II en avait en novembre 1975 pris officiellement possession par la « *marche verte* » encore commémorée chaque année (en novembre 2016, le roi Mohamed VI l'a fait depuis Dakar !). S'en était suivi un conflit armé avec l'Algérie avant le transfert du dossier aux Nations Unies empêtrées depuis dans d'interminables conciliabules sans issue.

L'initiative diplomatique tous azimuts habilement lancée par le monarque chérifien lors du discours du trône de 2015 ouvre de nouvelles perspectives. Celui-ci a bien compris qu'un tête-à-tête avec l'Algérie ne menait à rien et qu'il lui fallait contourner l'obstacle par le détour africain. Ce geste lui était interdit tant que le colonel Kadhafi exerçait son magistère sur l'Afrique de l'Ouest et la bureaucratie d'Addis-Abeba. Le raïs libyen écarté, le champ était libre pour Rabat. Le roi a eu un trait de génie en ne marchandant pas son retour par son départ de la RASD. Le sacrifice fut apprécié. Ce n'est sans doute qu'une manœuvre car on peut penser que les pays africains recon-

naissant la dite République iront en se réduisant. Actuellement la RASD y dispose outre l'Algérie du soutien de dix-huit pays dont trois d'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Mali, Nigéria), le reste étant un bloc anglophone et lusophone d'Afrique du Sud et de l'Est dont les motivations sont purement idéologiques. Si la diplomatie marocaine joue bien sa partition, elle devrait pouvoir convaincre plusieurs pays de retirer leur appui à la RASD, ce qui du coup ferait tomber au-dessous du tiers la proportion des membres de l'UA qui lui permettait de bloquer toute évolution du dossier voire même à terme son exclusion.

Le Maroc devrait y être aidé par la RASD elle-même. Son président-fondateur Mohamed Abdelaziz est décédé le 31 mai 2016. Son successeur, Brahim Ghali, ex-représentant du Polisario (le mouvement de libération du Sahara occidental) à Madrid est poursuivi par un juge espagnol pour « *génocide et crime contre l'humanité* ». Mais surtout le gros des combattants du Polisario et la population des camps de réfugiés autour de la ville de Tindouf (Algérie), de l'ordre de cent mille personnes, est désorienté. Certains se sont engagés comme mercenaires en Libye et au Sahel. Le combat nationaliste comme partout dans le monde arabe s'est islamisé. Bref un foyer de djihadisme n'y est pas exclu.

Le Maroc est attendu par les riverains sahétiens. Ses militaires enfouis depuis quarante ans dans les sables, 150 000 soldats selon certaines estimations, auraient sans doute mieux à faire en soutien d'opérations conjointes contre le « *terrorisme* » au Sahel ou ailleurs dans le monde. Le pire serait un nouvel affrontement avec une Algérie surarmée. Il est donc impératif que cette hypothèque soit définitivement levée et que les frontières entre les deux pays fermées depuis 1994 soient ré-ouvertes. Alger qui possède l'essentiel du territoire saharien pratique une politique essentiellement défensive de repli sur soi. Rabat, libéré du fardeau sahraoui

et avec l'expérience acquise, n'a pas de tels scrupules. L'armée marocaine est souvent intervenue dans le passé loin à l'intérieur du continent noir (au Zaïre notamment).

La rhétorique nationaliste du « *grand Maroc* » initiée dans les années 1950 par Allal El Fassi le dirigeant de l'Istiqlal, parti de l'indépendance, a fait longtemps peur aux voisins du royaume : son mot d'ordre « *de Tanger à Saint-Louis du Sénégal* » fixait les limites du Maroc historique, de l'Empire qu'il ne fut qu'à titre éphémère, sur les fleuves Sénégal et Niger. Cela pouvait en effet aussi bien signifier : « *de Béchar à Gao* » revendiquant la partie occidentale de l'Algérie, le nord du Mali, la totalité de la Mauritanie au même titre que le « *Sahara espagnol* ». Il suffit que le Maroc répudie cette vision de souveraineté impériale pour que la vérité de son influence culturelle, religieuse, sociale et politique, soit justement reconnue. Où ont été protégés les documents anciens sauvés des bibliothèques de Tombouctou sinon au Maroc ? Qui entretient les meilleures relations avec le Sénégal sinon le Maroc ? Il ne tient qu'au temps que la même chose soit vraie de la Mauritanie et du Mali. Ce ne sont pas les militaires algériens qui seront demain sur le terrain au nord Mali mais les Marocains.

La France doit en tirer les conséquences. Ne pouvant agir *via* l'Algérie, (1) ce qui ne retient pas les États-Unis de le faire, les militaires français par réflexe traditionnel abordent le problème du Sahel comme ils traitaient hier celui du Sahara : par le sud. Avant les indépendances, chaque administrateur couvrait la zone qui avait été explorée et conquise respectivement à partir de Dakar, Bamako ou Ouagadougou, ce qui aujourd'hui a tendance à se retourner contre ces pays. Une coopération franco-marocaine à l'intérieur d'une coalition sahélo-africaine ouvrirait des perspectives plus amples plus en correspondance avec la nature des circulations - des circonvolutions - transsahariennes.

Yves LA MARCK

(1) Voir Royaliste no 1113, « *France-Algérie : Normalisation improbable ?* ».

À quoi servons-nous ?

Dans notre patrie confrontée aux multiples conséquences de la crise économique, sociale et écologique, la confusion politique accroît les incertitudes et s'ajoute aux angoisses provoquées par la menace terroriste. Face à des enjeux considérables, les activités de la Nouvelle Action royaliste et les engagements de *Royaliste* peuvent sembler dérisoires. À quoi servons-nous, si la réalisation du projet royaliste est improbable à moyen terme et si nos contributions au débat public sont minimes dans le champ médiatique ? Ces questions existentielles méritent des réponses précises.

Nous sommes un tout petit mouvement politique qui, faute de pouvoir nouer des alliances partisanes dans le moment présent, se concentre sur les tâches de la réflexion. Nous fonctionnons comme une société de pensée, sans capacités financières, mais qui bénéficie des moyens offerts par Internet et par les réseaux sociaux. La diffusion des idées s'en trouve considérablement accrue, surtout si cette diffusion est systématisée par un réseau militant qui est lui-même relié à d'autres réseaux partageant peu ou prou les mêmes orientations politiques.

Le rôle des sociétés de pensée dans la formation de l'esprit public et dans les révolutions politiques étant attesté par maints historiens, les complexes liés à la petite taille et à la pauvreté n'ont pas lieu d'être. Notre contribution au débat public est spécifique mais jamais séparée des enjeux collectifs. En voici le schéma :

Le récit national. Ce n'est pas à nous de le définir mais nous voulons y apporter notre contribution selon

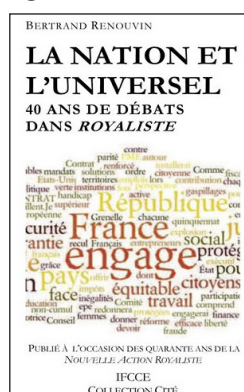
un rapport précis à l'histoire. Nous ne sommes pas historiens. Nous nous plaçons sous l'égide de la recherche historique et nous sommes attentifs à plusieurs écoles. C'est dans le respect du métier d'historien que nous voulons participer au travail de la mémoire nationale dans une perspective unifiante (nous assumons toute l'histoire de France) tout en soulignant l'apport de la monarchie et le rôle positif qu'ont pu jouer divers courants et personnalités royalistes. Nous sommes bien entendu particulièrement attentifs à nos propres filiations : légistes de l'ancienne monarchie, grands serviteurs de l'État en voie de formation (Colbert, Richelieu), monarchiens de 1789 et monarchistes libéraux des XVIII^e et XIX^e siècles, christianisme social, gaullisme de gauche. Nous prenons place, comme patriotes français et sans aucune volonté d'accaparement, dans les cérémonies mémorielles : millénaire de la France en 1987, bicentenaire de la Révolution en 1989, mémoire de la Résistance et de la Déportation, hommage aux vainqueurs des deux Guerres mondiales à l'occasion du centenaire de la victoire de 1918.

Notre souci politique ne s'exprime pas de manière singulière mais selon les concepts communs - la République comme idéal du bien commun, la nation comme unité forgée par l'histoire et le droit, la souveraineté, l'État comme mode d'organisation du droit - et selon les principes communs de liberté, d'égalité et de fraternité. Nous démontrons qu'il est insensé d'opposer la « République » conçue comme un régime alors qu'elle est, au-delà de tout régime, le Politique en tant que tel et une « Monarchie » idéologisée - de surcroît figée dans une vision étriquée de l'absolutisme. Nous regardons les institutions de la nation selon leur évolution histo-

rique et jugeons positive l'instauration de la V^e République gaullienne, que nous définissons comme une monarchie élective, démocratique et parlementaire qui peut se transformer en monarchie royale par consentement populaire exprimé au suffrage universel. Nous défendons la laïcité, résultat d'une dialectique multiséculaire dans laquelle la monarchie capétienne a joué un rôle important.

La question royale reste en suspens faute d'un engagement princier effectif et par conséquent risqué, sur le chemin tracé par le défunt comte de Paris depuis les années trente jusqu'à la fin des années quatre-vingt dix. Cette défaillance ne ferme pas la perspective de l'instauration d'une monarchie royale : elle la diffère dans l'attente d'une décision d'un prince de France qui se présenterait, autrement qu'en paroles et formules écrites, comme le serviteur de tous. Cette attente est riche d'activité : nous voulons préserver l'acquis institutionnel, défendre l'unité nationale, revenir sur les abandons de souveraineté, agir selon l'esprit des révolutions de 1789, 1830, 1944 et 1958. Cela signifie que nous partageons les soucis et les engagements de très nombreux citoyens, patriotes de droite et de gauche, gaullistes, socialistes, communistes,

« *souverainistes* » selon le terme ambigu qui s'est répandu. **Les Mercredis de la NAR** sont pour eux tous, depuis 35 ans, l'occasion d'écouter des conférenciers de qualité et de participer aux débats.



La question de l'unité des royalistes est pour nous inopportune. Un parti royaliste unifié nuirait gravement au prince qui voudrait être l'homme de la nation - et il faut se souvenir que toute l'action du comte de Paris a été conçue et menée contre l'Action française qui monopolisait alors l'expression royaliste. Le chef de la Maison de France entretenait d'excellentes relations avec Pierre

Mendès-France sous la IV^e République, avec le général de Gaulle puis avec François Mitterrand sous la V^e République - trois hommes d'État honnis par l'Action française.

Une unification des courants royalistes réputés « *orléanistes* » supposerait de larges convergences sur l'histoire nationale, sur les révolutions institutionnelles, sur les principaux enjeux politiques... Entre les héritiers de l'Action française nationaliste, antidémocratique, antiparlementaire, parfaitement antirépublicaine et la Nouvelle Action royaliste patriote, démocrate, parlementariste et rigoureusement républicaine, les oppositions sont insurmontables comme nous l'avons constaté en juin 2010 après quelques heures de confrontation.

Nos engagements politiques nous tiennent éloignés des polémiques entre royalistes et du spectacle folklorique organisé autour d'un prétendu « *roi Louis XX* » par de prétendus « *légitimistes* ».

Nous sommes engagés dans les luttes sociales - de la grève du « *Joint français* » en 1971 à la mobilisation contre la loi El Khomri en 2016 - dans les campagnes contre le racisme et la xénophobie, et dans la bataille pour l'indépendance nationale avec pour cibles principales l'euro et l'Otan. Nous avons pour référence le courant hétérodoxe en économie - en référence, avec toutes les distinctions nécessaires, aux œuvres de Keynes, de François Perroux, de Jacques Sapir. Nous réfléchissons aux conditions qui permettront le rétablissement et le développement de l'État social établi à la Libération. Contre l'écologisme politicien et le courant climato-sceptique, nous sommes en train de définir un projet écologique, à inscrire dans la planification nationale et dans la politique extérieure de la France. Contre les dérives induites par l'exploitation idéologique et commerciale d'Internet et des réseaux sociaux, nous voulons que l'État mette en œuvre un plan de reconquête de la souveraineté numérique et de protection de la liberté des citoyens.

Quand se dessinait la crise terminale de l'Union soviétique, nous avons repris le projet gaullien de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Alors que

l'Union européenne est proche de l'effondrement, nous travaillons dans la perspective d'une Europe des États souverains, continentale et confédérale. Quant à l'Europe, nous insistons sur la fonction bienfaisante des monarchies royales actuellement instituées sans pour autant négliger les évolutions politiques qui marquent l'ensemble des nations européennes. Nous avons suivi attentivement l'opposition extra-parlementaire en Russie entre 2010 et 2012, souhaité la victoire de Syriza en Grèce et nous observons de près l'évolution de Podemos en Espagne.

Débatues et votées lors des congrès annuels de la Nouvelle Action royaliste, les motions qui forment ce programme fixent la ligne politique de *Royaliste* et déterminent les alliances possibles.

- **Le projet de réinstauration** d'une monarchie royale nous est bien entendu spécifique mais tous les éléments de notre programme peuvent être partagés avec d'autres formations politiques républicaines et démocratiques.

- Depuis 1974, nous avons privilégié les alliances avec les mouvements gaullistes. Après 1981, nous avons milité pour la formation qu'une quatrième composante de la majorité présidentielle, là encore aux côtés des gaullistes puis avec le Mouvement des Démocrates de Michel Jobert, brièvement avec France unie après la réélection de François Mitterrand en 1988 puis nous avons intégré la direction du Pôle républicain en 2002 pour la campagne de Jean-Pierre Chevènement.

Ces rassemblements auxquels nous étions publiquement partie prenante ont tour à tour échoué et aucune alliance n'a pu être conclue depuis 2002. Mais nous demeurons persuadés que la reconstitution d'un « *parti des politiques* » est possible.

Les repères pour les élections de 2017 sont à prendre en fonction

de nos convictions souvent réaffirmées et de nos engagements passés.

Rejet des candidats de l'oligarchie - qu'il s'agisse de François Fillon, d'Emmanuel Macron ou du futur candidat « *socialiste* ».

Rejet de la candidate frontiste qui n'a répudié ni le nationalisme xénophobe qui inspire depuis l'origine sa formation, ni sa reformulation « *identitaire* » qui contredit l'impérative unité nationale dans le mépris du caractère primordial de la réaffirmation de la souveraineté nationale.

Au premier tour, des choix restent possibles mais probablement sans engagement militant. Ils se feront début avril lors de notre congrès, au vu des programmes des candidats.

La recomposition du paysage politique commencera après l'élection présidentielle selon des modalités qui ne sont pas encore prévisibles. Nous espérons pouvoir alors reprendre des activités de mouvement politique sans pour autant renoncer à la réflexion fondamentale. Les conditions théoriques d'un rassemblement patriotique sont depuis longtemps réunies et divers réseaux auxquels nous sommes reliés esquissent sa réalisation pratique dont nous entretiendrons régulièrement les lecteurs de *Royaliste*.

Nicolas PALUMBO, président du comité directeur de la NAR

Bertrand RENOUVIN, directeur politique de *Royaliste*

Christophe BARRET, directeur politique adjoint de *Royaliste*

Références :

Bertrand Renouvin, **La nation et l'universel**, IFCCE, Collection Cité. 2015.

Patrick Germain, **Le roi légitime. Bourbons ou Orléans**. L'impossible querelle dynastique entre cousins, Éd. Patrice du Puy, 2013.

Christophe Barret, **Podemos. Pour une autre Europe**, Cerf, 2015.

Recueil des motions des congrès de la Nouvelle Action royaliste, disponible au format PDF et envoyé sur simple demande.

Pour plus de précisions sur nos conceptions, il suffit de faire une recherche sur les concepts et les personnalités évoqués dans cet article en se rendant sur le **blog de Bertrand Renouvin** où se trouvent réunis plus de mille articles et études : www.bertrand-renouvin.fr

Un défi de civilisation

Jean-Pierre Chevènement a traversé toute la Ve République. Il a été témoin majeur ou acteur de premier plan de tous les événements qui l'ont faite. Témoin et acteur donc de l'histoire d'un régime politique aujourd'hui en crise, il est aussi de ces désormais très rares hommes politiques qui s'efforcent d'allier réflexion et action, ce qui est - convenons-en - une manière de faire de la politique désormais peu pratiquée.

Avec ce nouvel ouvrage, il signe donc une somme d'une intelligence politique trop rare dans le débat public et très utile pour affronter la période qui s'ouvre. Si Jean-Pierre Chevènement trace donc de véritables perspectives stratégiques pour la France dans les décennies à venir, ce livre doit être vu comme livrant au lecteur ce qui fait l'unité d'un homme au fil des décennies. Clin d'œil de l'auteur et de l'éditeur, la bibliographie de l'auteur qui ouvre le dernier livre de Jean-Pierre Chevènement rappelle ainsi la grande continuité de pensée de celui qui fut plusieurs fois ministre de la V^e République et donc acteur de la marche du régime mais aussi l'un de ses plus fins analystes et chroniqueurs.

Le livre est complet. Comme à son habitude, Jean-Pierre Chevènement se fait pédagogue, resitue les événements, rappelle ce que furent ses combats passés et leur cohérence. Ce n'est pas de la politique « à l'ancienne ». C'est de la politique au sens noble. Jean-Pierre Chevènement est comme cela depuis toujours : il pense la France dans le monde, pense le monde et trace des perspectives pour la France. Le lecteur peut diverger par sensibilité, historique ou intellectuelle par exemple, il n'en voudrait jamais à Jean-Pierre Chevènement de faire preuve de médiocrité. Chevènement est aujourd'hui à la tête du parti des politiques.

Comme à son habitude Jean-Pierre Chevènement s'inscrit dans le temps long. Il rappelle à juste titre ce que furent les anticipations du CERES - le groupe et courant du PS qu'il anima avec Didier Motchane notamment - son combat et sa pensée. Loin d'être mû par le souhait d'abattre le gaullisme de De Gaulle, le CERES se fixa pour but d'anticiper ce que pouvait être le projet (socialiste) pour la France à l'horizon de deux ou trois décennies.

Chevènement cite Gramsci qui influence considérablement la conception du combat politique des animateurs du CERES, courant qui détint la clé du Congrès d'Épinay qui propulsa François Mitterrand à la tête du Parti socialiste et permit l'Union de la Gauche, moteur à ses yeux d'une possible transformation de la V^e République en une République progressiste. Chevènement avoue que le CERES a été « pris de court par le mouvement de mai 68 » mais rappelle qu'il a su, pendant les années 70, résister à la « gauche américaine ». Si les groupes industriels français ont affronté le marché mondial avec succès au cours des années 80, c'est parce qu'ils avaient été nationalisés, restructurés et modernisés, selon les préconisations des Cahiers du CERES, et notamment de celui sur l'industrie de 1968. Il n'y a pas de pensée plus mondiale que la sienne, aux antipodes de la rétractation hexagonale qu'on lui prête.

Le livre s'ouvre sur un important questionnement relatif aux attentats de 2015. « Sidération », « le Moyen-Orient à Paris », c'est évidemment du choc produit par les actes terroristes de masse que part la réflexion de l'ancien ministre. Jean-Pierre Chevènement démontre que les choix politiques peuvent, *in fine*, avoir des conséquences tragiques au coin de notre rue, démontrant que la politique concerne chacune et chacun. Lui qui choisit de démissionner du gouvernement parce qu'il désapprouvait la Guerre du Golfe, dresse un tableau très complet des causes de la situation actuelle, constatant que la déstabilisation des fragiles États baasistes d'Irak et de Syrie a ouvert un boulevard. La déstabilisation

du Proche et Moyen-Orient a généré des troubles qui se sont répercutés au sein de nos sociétés. La finesse d'analyse est là, ainsi que la hauteur de vue : Chevènement transcende l'opposition entre islamisation de la radicalité et radicalisation de l'islam. S'inscrivant toujours dans le temps long, ce sont aussi aux Guerres de Religion, celles qui ont tant coûté à notre pays et précipité la fin des Valois, qu'il se réfère. Il est vrai, que des choix opérés en matière de politique étrangère après 1989 par la France - exception faite de 2003 et de l'opposition à la Guerre d'Irak - mais surtout par les États-Unis et un nombre important de pays se considérant d'abord comme occidentaux, ont découlé des conséquences importantes qui ont atteint le cœur de nos sociétés en s'insinuant dans leurs failles béantes de notre société. Le salafisme djihadiste a trouvé, chez nous, quelques opportunités d'accomplissement de ses méfaits.

Souvent caricaturée, la pensée de Jean-Pierre Chevènement relative à la question européenne trouve dans ce livre un champ d'expression très vaste. « L'Europe européenne », c'est une Europe qui serait indépendante des États-Unis, qui se penserait « tous azimuts » et qui ne serait plus le cheval de Troie de la mondialisation mais bien un acteur de la marche du monde. Le Brexit ouvre une nouvelle ère pour l'Europe qui va devoir s'affirmer comme un acteur géopolitique indépendant, sachant relever le défi d'une évolution du monde dont la centralité bascule vers l'Océan Pacifique. Encore une fois, l'Europe est analysée au scalpel. Sur quelle identité commune, quelle ambition commune fonder une confédération de peuples désireuse de jouer un rôle dans le monde qui est en train de naître ? Quelles relations avec la Russie, la Chine, l'Afrique, les deux Amériques... Jean-Pierre Chevènement livre sa vision foisonnante.

Un défi de civilisation est plus qu'un livre, c'est un document important, un guide politique permettant de trouver une boussole dans le grand désordre idéologique et géopolitique actuel.

Gaël BRUSTIER

Jean-Pierre Chevènement, *Un défi de civilisation*, Fayard, oct. 2016, 464 pages, prix public : 20 €.

Le nombre, clé du monde ?

Comment ai-je pu si longtemps ignorer les livres et l'importance de la pensée d'Olivier Rey ? C'est presque accidentellement que j'ai appris son existence, par un bref passage sur écran. Pourtant, ses interventions dans la revue *Limite* auraient dû m'alerter. Ce mathématicien devenu philosophe est un des analystes les plus perspicaces de notre modernité. Une modernité qu'il aborde avec les armes de sa culture scientifique, en rebondissant sur les appréciations du moraliste au meilleur sens du terme ; c'est-à-dire non pas celui qui fait la morale mais celui qui discerne la charge humaine des phénomènes. C'est le moraliste qui est à même de comprendre en quoi notre société se trouve mal engagée par un usage pervers de la science. C'est lui aussi qui peut mettre à la question un des mythes centraux de notre bel aujourd'hui, celui de l'auto-construction de l'homme, qui détourne les individus de se référer à leurs héritages fondateurs. Comme si l'autonomie tellement revendiquée par les modernes, pouvait se passer du détour par la culture accumulée des générations. Le moraliste se fait forcément sociologue, le regard qu'il projette sur le monde le conduisant à s'intéresser aux dimensions collectives, celles que la mondialisation voudrait porter à leur degré ultime, oubliant la sagesse grecque qui proscrit la démesure.

Qu'Olivier Rey ait redécouvert Ivan Illich, ce grand oublié depuis les années soixante-soixante-dix, ne pouvait que me toucher. Dans un appendice de son précédent essai, il retrace même la biographie de ce prophète inclassable, avec des précisions que j'ignorais et qui restituent son authenticité de façon frappante. C'est qu'Illich était prédestiné à retrouver le chemin de celui qui, dans la continuité de l'essor indéfini de la technique, recherche de quoi porter secours à la taille humaine, à la modestie sans laquelle tout se défait hors de la limite, dit le poète, où veillent ses dieux. « *Les modernes ont mis la jouissance sans entrave du côté de la vie et les limites du côté de la mort. Dès lors le consentement à la limite ne peut jamais être que sacrifice, concession douloureuse à une morale oppressive ou à la force des choses. En vérité, ce n'était pas par bêtise, masochisme, manque d'imagination ou d'audace que les Anciens prônaient la mesure, mais parce qu'ils connaissaient la vie mieux que nous. Au point où nous en sommes, la première chose à comprendre n'est pas que certains sacrifices sont nécessaires pour éviter une catastrophe, puisque ces sacrifices n'en sont pas* ». Résumant ainsi la sagesse d'Illich, Olivier Rey le réfère à ses propres sources, celles d'un prêtre catholique, qui n'a jamais renié les leçons de saint Thomas d'Aquin : « *L'austérité, autant que la vertu, n'excluent pas tous les plaisirs, mais seulement les plaisirs sans forme et sans ordre. Par quoi, elles semblent se rattacher à la convivialité qu'Aristote appelle amitié, ou à l'humeur aimable et enjouée* ».

On aura sans doute implicitement compris qu'une telle austérité a peu à voir avec la médication ultra-libérale, qui pressure les individus jusqu'à l'odieux, non pour restaurer la mesure, mais pour mieux propulser le système fou de la machinerie mondialiste. Nous nous situons donc bel et bien au cœur de nos soucis les plus actuels. Un Jean-Claude Michéa est dans le même registre avec ses injonctions à l'égard du système de l'accumulation indéfinie du capital et à retrouver la saveur anthropologique du don, tel que

Marcel Mauss en a défini le sens. Un don qui s'identifie au monde lui-même, à notre terre avec ses ressources finies qu'il faut savoir respecter : « *Quand on reçoit un don, la première chose à faire est de voir le don. C'est le manque de gratitude qui conduit à négliger, décrier ou avilir ce qui nous est légué, à abîmer, souiller ou détruire ce qui nous est donné* ».



Mais la pertinence du philosophe est chez Olivier Rey toujours en relation directe avec la force d'investigation du chercheur à même de toujours mieux connaître le monde contemporain. La mesure qu'il défend se comprend d'autant mieux que l'univers de la mondialisation est celui de l'obsession de la taille optimum. Nos vieilles nations n'auraient plus la taille requise. L'homme lui-même serait enfermé dans de trop étroites limites. Il convient donc de passer au stade supérieur du transhumanisme. Il faut construire toujours plus haut, plus haut que Babel pour atteindre le ciel. C'était l'objet de son essai intitulé *Une question de taille* d'opérer le diagnostic de cette névrose contemporaine. Mais il poursuit son investigation avec un nouvel essai consacré à l'invasion des statistiques : *Quand le monde s'est fait nombre*. Le propos est moins philosophique, il est de caractère plus historique, avec une enquête extrêmement érudite sur les origines de ce qui est devenu un instrument indispensable à l'auto-compréhension de la société contemporaine, composée de monades qui accèdent à l'intelligibilité de leur existence commune par le recours à la régularité des nombres. Les États ne sauraient plus s'en passer dans la gestion de l'économie et aussi le *management* de l'opinion publique qu'il s'agit de suivre au jour le jour pour s'assurer de la popularité du pouvoir et de l'acquiescement des masses aux orientations d'une gouvernance.

La contradiction considérable entre l'expansion de l'ego cultivé par l'individualisme moderne et le mode d'existence collective qui nous est imposé se résout en partie par le recours à un instrument qui permet *grosso modo* de s'orienter : « *La seule ressource pour conserver un semblant de maîtrise est de nous remettre aux nombres, de calculer, de tracer des courbes, de dresser des tableaux* ». Contrairement à ses précédents essais, Olivier Rey semble renoncer à porter un jugement de moraliste sur cet instrument dont il a exploré le passé et parcouru l'expansion infinie. Il est permis toutefois de déplorer sa toute puissance : « *Mais en ce cas, ce n'est pas la statistique qui est à incriminer, ce sont nos façons d'habiter le monde et de vivre avec nos semblables qui seraient à changer* ». Nous sommes ainsi renvoyés à l'ensemble de son œuvre qui est comme une mise en demeure de réexaminer la course démesurée du progrès. Mise en demeure qui ne nous atteint si intimement que parce qu'elle se justifie par une connaissance intérieure, rendue plus sensible encore par le recours au roman. Olivier Rey est aussi romancier, un romancier que Michel Houellebecq estime parmi les meilleurs de ce temps.

Gérard LECLERC

(1) Essais d'Olivier Rey :

Itinéraire de l'égarement. Du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine, Le Seuil, 2003.

Une folle solitude. Le fantasme de l'homme auto-construit, Le Seuil, 2006.

Une question de taille, Stock, 2014.

Quand le monde s'est fait nombre, Stock, 2016.

Romans : *Le Bleu du sang*, Flammarion, 1994.

Après la chute, Éditions Pierre-Guillaume de Roux, 2014.

Tous à l'école du Moyen Âge

Pierre Riché demeure l'un des historiens médiévistes contemporains les plus réputés. Cet automne, a paru sa dernière œuvre *L'Enseignement au Moyen Âge*. Un thème qui lui est cher et sur lequel il avait déjà travaillé auparavant.

Le haut Moyen Âge et l'An Mil n'ont plus de secrets pour Pierre Riché. À 95 ans, ce médiéviste reconnu et ancien professeur à l'Université de Paris X Nanterre nous présente *L'Enseignement au Moyen Âge* (1). Auteur de livres tel que *La Vie des enfants au Moyen Âge*, *Grandes et faiblesses de l'Église au Moyen Âge* ou *Gerbert D'Aurillac : le pape de l'An Mil*, Pierre Riché s'est aussi longuement penché sur l'école et l'éducation au Moyen Âge. Son dernier né, sorti en novembre, est une véritable mine d'information sur un pan de notre histoire qui parfois nous échappe et qui est injustement victime d'un traitement diabolisant.

Sans verser dans l'apologie, l'historien observe avec un œil acéré et pourtant nuancé une époque volontiers qualifiée, en partie à tort, d'obscurantiste. Non, le Moyen Âge n'est pas uniquement synonyme de peste et famine. Certes, si l'on décide d'utiliser notre prisme de lecture d'un homme du XXI^e siècle, alors on pourra arguer que l'enseignement au Moyen Âge n'est pas un enseignement ouvert à tous. Mais est-ce la seule manière de juger une période ? Pierre Riché, à sa manière, prouve que non. Comprendre l'éducation au Moyen Âge nécessite une recontextualisation honnête. Les prémices de l'enseignement médiéval sont observables dès la fin de l'Empire romain au V^e siècle. Ses débuts sont tumultueux, à cause de la prépondérance de l'enseignement antique. Dans l'Antiquité, les arts libéraux comme la géométrie, la rhétorique, la dialectique, la musique, la grammaire et la philosophie constituent le bagage essentiel « pour

former l'homme adulte ». « Les chrétiens ne peuvent faire autrement que d'envoyer leurs enfants fréquenter l'école gréco-romaine. Ne pas passer par cette école était non seulement se refuser l'accès à la culture générale mais aussi la possibilité de toute activité dans l'Empire ».

L'enseignement chrétien qui allait pourtant embrasser le Moyen Âge démarrait sous de mauvais auspices. C'est là que Pierre Riché arrive à rendre vivante et passionnante une époque lointaine : entre le V^e et le VIII^e siècle, un combat a été mené entre deux écoles. Deux mondes irréconciliables, en apparence seulement, mais qui vont se dénigrer l'un l'autre. D'un côté, l'école antique qui veut empêcher l'école chrétienne de s'implanter ; de l'autre, une école chrétienne balbutiante qui condamne les œuvres des Anciens, en les qualifiant « d'ouvrages profanes et diaboliques ». Encore une fois, Pierre Riché se montre précis. Le combat en question n'a pas été aussi manichéen et tranché. Avant même la fin de l'Empire, la nouvelle école - alimentée par le catholicisme naissant - s'inspire de l'Antiquité. Le théologien Origène appelle les chrétiens à se nourrir des arts libéraux, de même que Clément d'Alexandrie, un lettré grec chrétien connu pour avoir voulu réconcilier ces deux écoles. L'enseignement antique étant sur le déclin, les écoles chrétiennes vont se multiplier et reprendre le flambeau de l'éducation à partir du VI^e siècle.

Mais le crépuscule de l'Empire et la montée en puissance des écoles chrétiennes ne signifient pas une baisse de l'érudition. Seulement, cette dernière va se concentrer chez les hommes de Dieu - en particulier les moines bénédictins - et non les philosophes de l'Antiquité. Le programme scolaire est contenu en majorité dans « la lecture du psautier et l'étude de la langue latine », même si l'étude de textes classiques et païens perdure et que la langue dite vulgaire se déve-

loppe par la suite. Les écoles destinées aux futurs clercs se trouvent d'abord dans les monastères, puis dans les villes (écoles urbaines). Les connaissances et l'instruction se diffusent et ne demeurent pas entre les quatre murs d'une église.

L'enseignement s'ouvre également peu à peu aux laïcs aristocrates à partir du XII^e siècle et surtout au XIII^e siècle avec une innovation de taille qui fait alors la renommée de la France et de l'Italie : les universités. Bologne et le droit, Montpellier et la médecine, Toulouse et la théologie. Les collèges médiévaux apparaissent en parallèle et constituent un type d'établissement avant-gardiste car ils sont tenus par des clercs et des laïcs qui logent, offrent le couvert et octroient une bourse à des étudiants pauvres.

Cette partie du livre est particulièrement intéressante en ce qu'elle aborde l'objectif social de ces collèges, pétri d'un humanisme chrétien évident. Pierre Riché déconstruit ainsi le mythe selon lequel la Connaissance était uniquement entre les mains des religieux au Moyen Âge. Et de conclure : « *Beaucoup d'aristocrates s'efforcent de donner à leurs enfants une éducation qui leur permette de jouer un rôle dans la société* ». De même, l'historien nous montre que certaines méthodes d'enseignement, qui ont fait leurs preuves depuis, ont pris racine au Moyen Âge comme apprendre à lire par l'alphabet, compter sur ses doigts, faire travailler sa mémoire en apprenant des textes par cœur.

On ne saura, à ce titre, que saluer cette réhabilitation par l'auteur de cette méthode du « *par cœur* », de la récitation et donc de la mémorisation. L'historien nous explique parfaitement qu'elle a autant permis aux enfants du Moyen Âge de s'instruire et de structurer leur esprit qu'aux élèves du XIX^e d'apprendre « *les plus belles pages des classiques de l'Antiquité* ». Page après page, Pierre Riché démontre qu'une instruction qualifiée de « *médiévale* » ne devrait pas être une expression péjorative mais bel et bien le reflet d'une richesse méconnue. »

I.S.

(1) Pierre Riché, *L'Enseignement au Moyen Âge*, éd. du CNRS, coll. Histoire, oct. 2016, 284 pages, prix public : 24 €.

Thaïlande : Le 13 janvier, réuni en session extraordinaire, le parlement a voté par 228 sur 231 voix la demande de changement constitutionnel voulu par le roi **Rama X**. Ce dernier ne cache pas son souhait de voir le rétablissement de la monarchie absolue, abolie en 1932.

Népal : Le 17 janvier, alors que les monarchistes du RPP ont occupé récemment les rues de Katmandou pour le 295^e anniversaire de l'unification du pays, **Mme Bidhya Devi Bhandari**, la présidente de la République a invité officiellement l'ancien roi **Gyanendra** au mariage de sa fille. Un événement qui n'est pas passé inaperçu dans les médias locaux à l'heure où le sujet d'un possible retour des royalistes au gouvernement est évoqué.

Ruanda : Le 19 janvier, **Kigeli V** a été rapatrié et enterré dans son pays en dépit de son testament, et c'est désormais sa succession qui divise la famille royale. Officiellement devenu le nouveau Mwami titulaire, le prince **Yuhui VI** (Emmanuel Bushayija), âgé de 57 ans, « n'est toujours pas reconnu par les membres de la dynastie royale pas plus qu'il n'a fait l'objet d'une reconnaissance par le gouvernement ruandais actuel » a déclaré publiquement le pasteur **Ezra Mpyisi**, connu pour avoir conduit par le passé des négociations avec le président **Paul Kagame** pour un éventuel retour du roi.

Frederic de NATAL

Famille de France

Le 21 janvier, **Monseigneur le comte de Paris** était présent à l'église Saint Germain l'Auxerrois pour le 224^e anniversaire de la mort du roi Louis XVI. Cette traditionnelle commémoration royaliste a rassemblé autour du Prince plus de 300 personnes.

F. de N.



Dans la soirée du 24 janvier, des royalistes parisiens se sont rassemblés sur la place Mireille et Jacques Renouvin pour rendre hommage aux royalistes déportés dans les camps nazis. Organisateur de la cérémonie, auteur de l'ouvrage « *Des royalistes dans la Résistance* », François-Marie Fleutot a prononcé une allocution que Bertrand Renouvin a reproduite sur son blog. <http://www.bertrand-renouvin.fr/hommage-aux-royalistes-deportees-dans-les-camps-nazis-allocution-de-francois-fleur/>

Communiquer avec la NAR

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Tél. : 01.42.97.42.57

Suivre la NAR

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>



Le roi légitime Bourbons ou Orléans

Peut-on renoncer à la couronne de France ? L'ouvrage de **Patrick Germain** analyse cette question dont la réponse divise les royalistes.

Cet ouvrage est disponible au prix de 20 € (franco de port), sur notre site internet ou sur demande adressée par courrier.

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredis 8 et 15 février : pas de réunions, en raison des vacances d'hiver.

Mercredi 22 février : Olivier Delorme - 30 bonnes raisons de quitter l'Europe.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Mirages absolutistes

À de nombreuses reprises, nous avons dénoncé le discours absolutiste des candidats à la présidence de la République. Tous et toutes développent leur programme comme si le président de la République avait l'initiative des lois, comme si le Parlement était nécessairement soumis à leur volonté, comme si le Premier ministre était un directeur de cabinet. C'est oublier que nous sommes dans un régime parlementaire dans lequel le Président n'a pas toujours bénéficié d'une majorité conforme à ses vœux. C'est faire comme si, en juin prochain, les élections législatives devaient nécessairement donner une majorité au nouveau président, même s'il s'agit de Jean-Luc Mélenchon ou de Marine Le Pen.

Ce discours absolutiste, repris sans le moindre examen par les médias, déforme gravement la réalité politique nationale, notre regard sur les pays étrangers et notre vision des relations internationales. On parle d'Angela Merkel, de Vladimir Poutine, de Donald Trump comme on parlait naguère de Louis XIV, de Catherine II, de Frédéric de Prusse... Certes, les chefs d'État ou de gouvernement des grands pays modernes ont des pouvoirs étendus dans le domaine de la politique étrangère mais il est aberrant de les considérer comme des autocrates bienveillants ou malveillants dans leur propre pays. Au temps de l'Union soviétique, la presse faisait largement état des travaux des kremlinologues, qui alimentaient des discussions sérieuses sur les tensions et contradictions du pouvoir sous Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev. L'image de la « Russie-de-Poutine » qui nous est délivrée ignore délibérément les conflits au sein du pouvoir fédéral, les rapports de force entre les divers acteurs économiques et la manière dont l'histoire longue de la Russie influe sur les dirigeants actuels.

Assortie de stéréotypes, cette réduction des politiques nationales à un seul individu affecte également les États-Unis. L'élection de Donald Trump a déclenché une violente campagne médiatique qui relaie les manifestations de rue contre le nouveau président. On dénonce, on condamne sans prendre le temps de s'interroger sur le fonctionnement du pouvoir politique à Washington.

- Comment se fait-il que le président Trump puisse, dès son entrée à la Maison Blanche, rayer d'un trait de plume le traité transpacifique et fixer par décret la politique de l'immigration alors que dans notre République gaullienne, et même dans notre oligarchie quinquennale, de tels actes seraient impossibles ?



- Comment expliquer les décisions du nouveau président sans rappeler qu'elles sont le produit de l'histoire des institutions de son pays : la Constitution permet de suspendre le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* « si la sécurité publique l'exige » ; les pouvoirs du président des États-Unis se sont considérablement accrus au XX^e siècle et Barack Obama, après George W. Bush, a pris maintes décisions contraires aux droits de l'homme et aux simples droits du justiciable. (1)

On ne peut fustiger Donald Trump sans s'interroger sur le régime de séparation des pouvoirs, beaucoup moins équilibré que ne l'affirment depuis des décennies les admirateurs du « régime présidentiel à l'américaine ». Mais le Front national n'est pas moins naïf que l'establishment atlantiste lorsqu'il prend pour modèles Vladimir Poutine et Donald Trump. Fascinés par le mirage absolutiste, les frontistes croient que Marine Le Pen sera la réplique des hommes à poigne de l'Est et de l'Ouest. Ils ne veulent pas voir que Vladimir Poutine est le président d'un État fédéral, multiculturel et pluriethnique, qui n'envisage pas une seconde de dénoncer l'islam dans un pays qui compte de 13 à 15 % de musulmans alors qu'il mène dans le Nord Caucase une guerre acharnée contre les djihadistes. Et les frontistes ne veulent pas voir que Donald Trump est le président d'un pays dont l'unité, à la différence du nôtre, repose sur une religion civile et qui devra affronter tôt ou tard le Congrès et la Cour suprême.

Le débat sur la politique intérieure des États-Unis et de la Fédération de Russie est important mais secondaire. Les dirigeants de ces pays sont à apprécier selon la manière dont ils interviennent dans les relations internationales, en contradiction, ou non, avec les intérêts de notre nation. Nous n'avons pas besoin de guides ni de modèles mais d'interlocuteurs avisés.

Bertrand RENOUVIN

(1) <https://theintercept.com/2016/11/11/commander-in-chief-donald-trump-will-have-terrifying-powers-thanks-obama/>